

Un an après, la Suède vit au rythme de la révolution #metoo

Artistes ou soldates, les femmes dénoncent les agressions sexuelles

MALMÖ (SUÈDE) - *correspondante*

Un jour d'octobre 2017, l'actrice Sofia Helin a fait asseoir sa famille dans le canapé de son appartement stockholm-mois. Quelques jours plus tôt, elle avait rédigé un texte dénonçant les structures patriarcales dans le secteur de la culture en Suède. Des dizaines d'actrices s'étaient ralliées à l'idée d'une action. « J'ai dit à mon mari et mes enfants que soit ils me laissaient travailler jour et nuit les semaines suivantes, soit je prenais une chambre à l'hôtel, raconte-t-elle, parce que ce serait ce que j'accomplirais de plus important dans ma carrière. »

Le 8 novembre, le quotidien *Svenska Dagbladet* publie une tribune, signée par 456 actrices et comédiennes suédoises. Elles y dénoncent les viols, agressions sexuelles et le harcèlement sur les plateaux de cinéma et les scènes des théâtres, tout en pointant du doigt la responsabilité des chefs, qui n'ont rien fait pour mettre un terme à ces abus. C'est le point de départ de ce que beaucoup considèrent alors comme une « révolution » comparée au mouvement pour le droit de vote des femmes.

Un an plus tard, « le mouvement se poursuit », assure Anna Wahl, vice-présidente de l'Institut royal de technologie à Stockholm et professeur en « genre, organisation et management ». Peut-être pas avec la même intensité dans tous les secteurs, ni de la façon dont on imagine une révolution. Mais dans « sa version suédoise, calme, non turbulente », précise Anna Wahl. Une révolution, cependant, « au sens où on peut tirer un trait entre avant et maintenant, et dire qu'il ne sera jamais plus possible de revenir en arrière ».

Jusqu'au 8 novembre 2017, le mouvement #metoo n'avait

pourtant connu qu'un impact modeste en Suède. Un journaliste

« Récemment, mon mari acteur a dû signer un document décrivant l'attitude attendue sur un tournage »

ALICE BAH KUHNKE
ministre de la culture
et de la démocratie

du tabloïd *Aftonbladet* et un animateur de la chaîne TV4 avaient été licenciés après des accusations de viols relayées par les médias, depuis épinglés par le Conseil de la presse pour « manquement aux règles d'éthique ».

La publication du texte des actrices marque un tournant. Cinq jours plus tard, 653 chanteuses lyriques témoignent à leur tour. Puis 4445 juristes le lendemain, 1300 politiciennes et 1993 musiciennes le 17 novembre, 1139 salariées des hautes technologies deux jours plus tard... Au total, plus de 70 000 femmes représentant 69 branches vont à tour de rôle, pendant trois mois, sortir du silence. Des athlètes aux ouvrières du bâtiment, en passant par les pasteurs et les prostituées, aucune profession n'est oubliée.

« Au garde-à-vous et encaisse »

A l'étranger, l'ampleur de la mobilisation surprend, dans un pays figurant régulièrement en tête des classements sur l'égalité des sexes. Alice Bah Kuhnke, la ministre de la culture et de la démocratie, essuie les sarcasmes d'homologues qui « se vantaient de n'avoir eu aucune action chez eux, comme si ce n'était pas le signe d'une plus

grande culture du silence ».

La ministre applaudit la stratégie des actrices : un texte d'introduction, puis vingt-six témoigna-

ges, tous anonymes, dénonçant du sexisme ordinaire au viol caractérisé. Aucun agresseur n'est nommé. Le mot-clé « Tystnadtagning » – « prise silencieuse » – inonde les réseaux sociaux.

« Si nous avions donné des noms, les médias se seraient concentrés sur ces cas, alors que nous voulions dénoncer les structures et faire réagir les chefs », explique l'actrice Moa Gammel. « En dépassant les dénonciations individuelles, Tystnadtagning a fait de #metoo un mouvement collectif en Suède », constate la journaliste Malena Rydell, qui a aidé les actrices à éditer leur texte.

Dans certains secteurs, la mobilisation ne surprend guère. « Je l'attendais même plus tôt », confie Michael Bydén, le commandant en chef des forces armées suédoises, à propos de la tribune signée par 1730 employées de l'armée, le 29 novembre, sous le mot-clé « Givaktobitihop » – « au garde-à-vous et encaisse ». Il reconnaît la situation décrite dans les témoignages : « Un an plus tôt, nous avons réalisé une enquête auprès du personnel. Le tableau dépeint par les femmes était plus noir que ce que j'aurais jamais pu imaginer. »

Au printemps, l'armée a donc réagi contre le harcèlement : formation de tous les chefs d'unité, ouverture d'un numéro vert pour les victimes, évaluation régulière des avancées... « #Metoo a été salu-taire en légitimant notre action », note le commandant en chef de l'armée, même si, selon lui, la solution passe d'abord par l'augmentation du recrutement des femmes, « pas comme une mesure en faveur de l'égalité, mais pour renforcer notre capacité opérationnelle ».

Dans le secteur du bâtiment,

4 627 femmes ont signé une tribune sous le nom « Sistaspikeni-kistan » – « le dernier clou dans le cercueil » – le 27 novembre. La compagnie NCC, 17 000 employés en Scandinavie, reconnaît avoir péché : « Nous croyions avoir fait beaucoup, et puis nous avons baissé la garde », constate Christina Lindbäck, responsable de ces questions. La compagnie a depuis adopté des mesures pour lutter contre le harcèlement sexuel.

« Impunité »

« Nous avons renforcé la loi en 2016, en mettant l'accent sur la prévention, mais personne ne semblait au courant », déplore Alice Bah Kuhnke. En août, les

Verts ont proposé d'alourdir les amendes en cas de manquement à la loi. La ministre note déjà des progrès dans le secteur de la culture : « Récemment, mon mari, qui est acteur, a dû signer un document, envoyé par une société de production, où elle décrivait le comportement attendu de ses collaborateurs sur un tournage et signifiait qu'il y aurait zéro tolérance pour le harcèlement. »

Pour Moa Gammel, ce n'est pas suffisant : « Tant que les réalisatrices n'obtiennent pas autant de financements que les hommes, ou que les femmes n'occupent pas la moitié des postes de direction, on ne pourra pas dire que #metoo va trop loin. » Sofia Helin approuve,

rappelant que « treize femmes par an en Suède meurent sous les coups de leur compagnon ».

Dans les mois qui ont suivi « Tystnadtagning », les plaintes pour crimes sexuels ont augmenté de 20 %, avant de revenir à leur niveau habituel. La plupart, pourtant, ne déboucheront sur aucune inculpation, malgré la loi sur le consentement adoptée le 1^{er} juillet. « Le problème majeur reste l'impunité », dénonce Olga Persson, présidente d'Unizon, l'association des centres d'aides aux femmes, qui se réjouit tout de même : « Pendant quarante ans, les femmes ont témoigné. Désormais, on les écoute. Ce sera à l'histoire de dire si la révolution a eu lieu. » ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT